

RENDRE VISIBLES LES DANGERS DU NUCLÉAIRE

UNE CONTRIBUTION À LA SOCIOLOGIE DE LA MOBILISATION

Cyril LEMIEUX

*Maître de conférences à l'EHESS, membre du Groupe de Sociologie Politique et Morale de l'Institut Marcel Mauss
(CNRSEHESS)*

Les outils qui permettent de voir des événements en se maintenant physiquement à distance d'eux (du télescope à la télévision, en passant par le microscope, l'imagerie médicale, le radar, la photographie satellitaire ou la vidéosurveillance) comme ceux qui permettent de voir des relations entre des entités (ces instruments de la « raison graphique¹ » que constituent listes, tableaux et cartes) sont autant de moyens privilégiés à travers lesquels le monde social s'élargit au-delà des relations de co-présence. Certes, de tels outils télé- ou synoptiques sont toujours utilisés dans l'ici et maintenant d'une action située – ce qu'oublie ceux qui donnent aux vues distantes qu'ils permettent, une objectivité indépendante de l'action ou de l'histoire². Cependant, ils n'en contribuent pas moins à rendre visibles des réalités que les organes de la vision humaine ne seraient pas en mesure de discerner par leurs propres moyens : ce qui justifie bel et bien de parler d'un « au-delà » de l'expérience immédiate et de la relation de face-à-face. Ainsi en est-il par exemple des statistiques : des discontinuités éparses sont repérées dans des situations diverses, détachées du contexte où elles se produisent, regroupées et placées sur des plans d'équivalence ; le chiffre ou le tableau qui les exprime permettra à ceux qui s'en serviront d'observer quelque chose qui

¹ Cf. J. Goody, *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979.

² Omettant ainsi qu' « aucune science ne peut sortir du réseau de sa pratique » (B. Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte, 1991, p. 39).

dépasse ce que la situation où ils se trouvent leur permettrait de voir (par exemple, une inégalité *structurelle* dans leurs chances respectives de succès).

« Investissement de forme » est le nom que Laurent Thévenot a proposé de donner à ces procédures de mise en équivalence permettant de rapprocher, sous un rapport déterminé, des actions ou des entités ayant lieu dans des situations différentes³. Lorsque de telles équivalences ne sont pas établies, que les séries événementielles ou statistiques ne sont pas constituées, non seulement aucune vision de la totalité ne nous est possible mais encore chaque action ou entité se trouve rejetée dans la contingence de la situation particulière où elle a lieu⁴. C'est dire la nature et l'incidence proprement politiques des investissements de forme : en leur absence, l'action ou l'entité existe bel et bien (contrairement à la conclusion fallacieuse que tire le constructivisme) mais elle n'est pas rendue suffisamment disponible pour un transport en d'autres situations. Pas assez détachable des continuités qui la portent, elle est, de ce fait même, tendanciellement impossible à apercevoir en tant que telle et à mettre en équivalence avec d'autres actions ou d'autres entités. Ainsi par exemple, comme l'écrit Merleau-Ponty, « il arrive qu'en entrant dans une pièce, nous percevons un désordre mal localisé avant de découvrir la raison de cette impression, par exemple la position asymétrique d'un cadre⁵ ». Aussi bien peut-il arriver que nous n'apercevions jamais cette raison : nous percevons alors le tableau accroché de travers sans vraiment l'apercevoir en tant que « tableau » accroché de travers, c'est-à-dire sans le mettre en équivalence avec ce qu'est un tableau en toute généralité, et sans le rapporter par conséquent à notre attente que les tableaux, en général, ne doivent pas être accrochés de travers⁶.

Une sociologie de la mise en visibilité se présente ainsi d'abord comme une étude des processus de désindexicalisation au sens précis que les ethnométhodologues ont

³ L. Thévenot, « Les investissements de forme », *Cahiers du CEE*, 29, 1985, pp. 21-71. La notion peut être rapprochée de celle d'« information » au sens précis que B. Latour lui donne dans *La Science en action* (Paris, La Découverte, 1989, pp. 397-404).

⁴ Ainsi une entité comme la ville de Paris nous demeure-t-elle « invisible » comme telle, tant que nous ne disposons pas des investissements de forme (une cartographie, par exemple) qui permettent de l'embrasser d'un seul regard. Cf. B. Latour, E. Hermant, *Paris, ville invisible*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte, 1998.

⁵ M. Merleau-Ponty, *La Structure du comportement*, Paris, PUF, 1991 [1942], p. 187.

⁶ Comme le suggère cet exemple, le langage est le premier et le plus primordial de nos investissements de forme.

donné à ce terme⁷. C'est une analyse du détachement progressif de certaines discontinuités du fond des continuités qui les portaient et les rendaient jusque là indiscernables. C'est indissociablement une analyse de la mise en équivalence de ces discontinuités saisies sous un rapport donné. Une telle sociologie de la mise en visibilité pourrait encore être décrite comme une sociologie de la mobilisation⁸. Rendre visible ce qui ne l'était pas, c'est en effet *provoquer l'attention* des contemporains en direction de quelque chose que jusqu'alors, ils ne pouvaient pas ou ne voulaient pas voir (que le tableau est accroché de travers), souvent avec le souci de susciter chez eux un changement d'attitude (le souci de remettre en place le tableau) ou ce que James Jasper a appelé un « choc moral⁹ ». C'est tenter, à travers l'usage d'un certain procédé de visualisation, de modifier les dispositions d'autrui à voir et à fermer les yeux – comme dans l'exemple fameux de Dan Sperber et Deirdre Wilson où Marie entreprend de démonter son sèche-cheveux et d'en étaler ostensiblement les pièces dans le but d'amener Pierre à le réparer¹⁰. Cet aspect des choses est tu dans la plupart des travaux de sociologie de la mobilisation où l'attention portée à la stratégie des acteurs se fait généralement au détriment d'une analyse, même minimale, du travail colossal qu'il leur faut mener pour réussir à mettre en équivalence, et à rendre *évident* au plus grand nombre, ce qui ne l'était pas¹¹. Ignorer l'existence et les modalités de

⁷ Cf. notamment H. Garfinkel, H. Sacks, « On Formal Structures of Practical Action », in J. C. McKinney, E. A. Tiryakian, eds, *Theoretical Sociology*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1970, pp. 337-366. Ainsi que H. Garfinkel, *Studies in Ethnomethodology*, Cambridge, Polity Press, 1984 [1967], notamment le chapitre I.

⁸ Voir tout particulièrement en ce sens, L. Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982. Contrairement à une lecture rapide, et courante, de cet ouvrage, la catégorie de « cadre » n'a rien d'une « pure » construction sociale. Elle résulte bien plutôt d'un investissement de forme, c'est-à-dire d'un travail collectif pour mettre en équivalence, sous un rapport déterminé, des activités salariales très différentes et toujours fortement indexées aux situations où elles se déploient. Que ce travail soit en même temps une œuvre de mobilisation adossée à des revendications et à des prétentions statutaires, c'est ce que l'ouvrage démontre.

⁹ J. Jasper, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997.

¹⁰ D. Sperber, D. Wilson, *La Pertinence*, Paris, Minuit, 1989, p. 52.

¹¹ Symptomatiquement aucun des courants sociologiques qui prennent au sérieux ce travail de désindexicalisation et de mise en équivalence n'est évoqué dans un manuel comme *Sociologie des mouvements sociaux* d'E. Neveu (Paris, La Découverte, 1996). Nous avons tenté d'esquisser le programme d'une sociologie de la mise en visibilité comprise comme sociologie de la mobilisation dans C. Lemieux, Y. Barthe, « Les risques collectifs sous le regard des sciences du politique », *Politix*, 44, 1998, pp. 7-28, en particulier pp. 16-22. Voir, dans cette perspective, L. Sherman, « The Mobilization of Scandal », in A. Heidenheimer, M. Johnston, V. LeVine, eds, *Political Corruption*, New Brunswick, Library of Congress, 1990, pp. 887-911 ; J. Chabbal, « Le risque invisible. La non-émergence d'un problème public », *Politix*, 70, 2005, pp. 169-195. Pour un exemple remarquable de sociologie de la mobilisation articulée à

cette œuvre collective et progressive de désindexicalisation et de mise en visibilité, c'est ne pas saisir où se joue en définitive la réussite ou l'échec d'une mobilisation : il ne suffit pas que les acteurs aient des stratégies, encore faut-il que certaines réalités puissent leur apparaître et pour ce faire, que certains dispositifs de visualisation leur soient disponibles ou qu'ils puissent les bâtir.

Dans les lignes qui suivent, nous tenterons d'analyser plusieurs entreprises de mobilisation collective en saisissant ce que leur réussite ou leur échec a du au travail mené par leurs promoteurs pour rendre plus visibles à leurs contemporains des réalités qui ne l'étaient pas. La nature des cas étudiés – des mobilisations autour de sites nucléaires dans le Nord-Cotentin – est particulièrement propice à ce type d'analyse : la dangerosité du nucléaire est en effet généralement considérée comme parfaitement indécélable « à l'œil nu ». Le recours à des investissements de forme (des statistiques épidémiologiques, par exemple) et à des instruments de visualisation de l'indiscernable (des compteurs Geiger, par exemple) s'avère par conséquent nécessaire pour qui veut faire pénétrer une vue de cette dangerosité dans l'expérience immédiate de ses concitoyens. Nous suivons ici des acteurs, experts indépendants ou militants de la cause antinucléaire, occupés à en convaincre d'autres, journalistes, en essayant de leur rendre plus visible une telle dangerosité. Comme nous tenterons de le montrer, pour amener les gens de médias à adopter la vision qu'ils promeuvent, il ne suffit pas à ces entrepreneurs de cause de produire des preuves *visuelles* du danger nucléaire, ni même de faire valoir le caractère scientifique, c'est-à-dire à leurs yeux incontestable, de ces preuves : il leur faut d'abord faire en sorte que de telles vues de la dangerosité puissent apparaître aux journalistes compatibles avec les règles pratiques propres à leur activité. Autrement dit, il leur faut conformer minimale-ment les preuves visuelles qu'ils produisent aux exigences du dispositif de mise en visibilité médiatique. Voilà qui suggère d'analyser les médias comme un appareil de visualisation à part entière, orienté par des procédures de désindexicalisation qui sont irréductibles à celles qui caractérisent les méthodes de visualisation scientifiques et parfois même, qui se révèlent contradictoires avec ces dernières. C'est en définitive à mieux cerner les conditions de félicité du passage de certaines vues du danger entre appareil de visualisation scientifique, dispositif de mise en visibilité médiatique et expérience immédiate – ainsi que les effets de ce passage, quand il est réussi, sur la mobilisation collective – que s'emploie le présent article.

une analyse de dispositifs de visualisation (religieuse, en l'occurrence), cf. E. Claverie, *Les Guerres de la Vierge. Une anthropologie des apparitions*, Paris, Gallimard, 2003.

1. LA VISIBILITÉ EN TANT QUE PROCESSUS SOCIAL

Un des premiers obstacles au projet d'une sociologie de la mise en visibilité est l'idée commune selon laquelle les choses qui nous entourent, seraient *par nature* soit visibles, soit invisibles. Au rebours de cette conception binaire et fixiste, il convient d'insister sur le fait que l'action de voir et le fait d'être vu sont des processus ou, comme le disent les ethnométhodologues, des accomplissements pratiques continus. Ceci entraîne, d'une part, que la visibilité doit toujours se comprendre en termes graduels de plus ou moins, et non pas à travers l'alternative du tout ou rien ; d'autre part, qu'elle doit être saisie dans sa réversibilité potentielle (ce qu'il y a, à un moment donné, de moins visible pour les interactants dans leur relation mutuelle peut leur devenir, au moment d'après, le plus visible, et inversement). Donnons-en un premier exemple. Le 6 décembre 1995, un laboratoire indépendant, l'Association pour le Contrôle de la radioactivité dans l'Ouest (ACRO) rendait publiques, au cours d'une conférence de presse à Caen, deux notes internes de l'ANDRA, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Ces notes indiquaient, entre autres choses, que se trouvaient sur le Centre de Stockage de déchets radioactifs de la Manche (CSM) cent kilos de plutonium stockés dans des fûts métalliques dits « périssables », alors que ce site n'était censé accueillir que des déchets à vie courte. La presse locale répercuta ces révélations. Lorsqu'en octobre 1996, nous avons rencontré le directeur du CSM, il nous expliqua qu'il s'était agi d'un faux scoop¹² :

« Je crois qu'il y a eu un article dans Ouest-France disant "l'ANDRA avoue enfin avoir stocké du plutonium sur ce centre". La chose a été présentée comme une révélation : il y a du Pu sur ce centre ! Alors que ça, c'est quelque chose qui est connu, qui est dit de longue date. D'ailleurs, la meilleure preuve en est : c'est dans le dossier de l'enquête publique [sur le CSM]. Il y a les chiffres. Je vous les montrerai. Mais surtout, dans le principe, ça veut dire quoi ? Les radioéléments qui sont stockés sur le Centre sont des radioéléments essentiellement et majoritairement à vie courte [...] L'ANDRA est autorisée à avoir dans ces déchets à vie courte des traces de radioéléments à vie longue, mais

¹² Les entretiens, dont sont cités ici des extraits, ont été réalisés entre 1995 et 1997 par C. Lemieux et, dans la majeure partie des cas, F. Chateauraynaud. Ils ont été effectués dans le cadre d'une recherche collective initiée par L. Boltanski et dirigée par F. Chateauraynaud, qui a conduit à la publication en 1997 d'un rapport intitulé *Alertes et prophéties. Les risques collectifs entre vigilance, controverse et critique* (F. Chateauraynaud, C. Hélou, C. Lemieux et D. Torny, Programme « Risques collectifs et situations de crise »/GSPM). De ce rapport est issu en 1999 l'ouvrage co-signé par F. Chateauraynaud et D. Torny : *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque* (Paris, Éditions de l'EHESS).

sous certaines conditions [...] Sur le Centre, ça a toujours été le cas, ça a toujours été admis. [...] Ce n'est pas 100 kilos stockés dans un fût. Ce sont des traces de Pu réparties sur tout le stockage. »

Pour nous prouver que l'information avait déjà été communiquée depuis longtemps au public, le directeur se dirigea vers une armoire d'où il extraya un très volumineux dossier, pesant, nous dit-il, sept kilos, dans lequel, pendant de longues minutes, il se mit en quête d'un tableau de chiffres :

« Ça, c'est le dossier qui a été remis par l'ANDRA lors de l'enquête publique [sur le CSM]. C'est le fameux dossier de 7 kilos [...] Je vais vous retrouver ça. L'information est dans le dossier... [Il cherche]. Bon, j'aimerais retrouver quand même ce tableau ! [il cherche encore]. »

Finalement :

« Alors, voilà le tableau qui a été remis [il nous le montre]. Vous avez tous les radioéléments importants pour la sûreté. Il y en a 26. Donc le Pu, vous l'avez sous ses diverses formes [isotopiques] : 38, 39, 40, et il y a 41 aussi, mais on ne distingue pas les 40 et 41. Donc Pu 39 : 211 mille 914 giga-becquerels. Voilà l'activité. [...] Certains ont fait l'exercice de traduire ce chiffre en kilos. Ça, n'importe qui peut le faire, effectivement, connaissant les caractéristiques physico-chimiques du plutonium. Regardez n'importe quel bouquin de chimie, et vous traduisez ça en kilos. Donc ça, ça fait à peu près 100 kilos. D'où ce qui a été mis dans la presse, ce qu'on a pu lire : "il y a 100 kilos de plutonium stockés sur le Centre". »

L'information, avant que l'ACRO ne la révèle, avait donc bel et bien été publiée par l'ANDRA. Mais cependant sous une toute autre forme : non pas détachée de son fond et clairement mise à disposition des journalistes et du public, mais bien plutôt perdue dans un tableau de données chiffrées, enfoui au fond d'un dossier de sept kilos, dossier certes consultable par tout citoyen (étant un dossier d'enquête publique) mais uniquement cependant à condition que ce citoyen se déplace, consacre du temps à la lecture et dispose de connaissances techniques et scientifiques suffisamment solides. L'information, en outre, n'avait pas été donnée *en tant que telle* (« Cent kilos de plutonium sont présents sur le site ») mais uniquement à travers la mention d'une activité en giga-becquerels (211.914 giga-Bq) - un chiffre qu'il fallait par conséquent prendre la peine non seulement d'extraire mais encore de convertir dans son équivalent en masse.

Cette anecdote commence à nous faire apparaître le lien étroit qui existe entre la possibilité de voir et la faculté de se mobiliser. En effet, si les membres du laboratoire indépendant ACRO n'étaient pas entrés en possession de notes internes de l'ANDRA leur rendant soudain visible que 100 kilos de plutonium se trouvaient sur le site, on peut penser que jamais ils ne l'auraient su et a fortiori, que jamais ils ne se seraient mobilisés sur cette question, alors même que l'information ne leur était pas, à strictement parler, inaccessible puisque présente *d'une certaine façon* dans le document de l'enquête publique. Cette fois-ci, le travail de mise en visibilité (la conversion des 211.914 giga-Bq en 100 kilogrammes) leur fut fourni par « l'adversaire » lui-même à travers deux notes internes qui auraient dû rester confidentielles. Dans d'autres cas, c'est l'essentiel du travail militant que de produire par soi-même ce type de travail d'extraction, de rassemblement et de mise en forme visant à *faire apparaître* certains faits, ou certaines relations entre des faits, qui n'étaient pas à proprement parler cachés mais seulement indistincts et indisponibles comme tels.

Considérons un second exemple. Le 20 octobre 1995 paraît à la une du *Monde* la révélation suivante : entre 1950 et 1963, 17 000 tonnes de fûts contenant des déchets radioactifs ont été déversés par les autorités britanniques dans une fosse marine appelée la fosse des Casquets, au large de l'île anglo-normande d'Aurigny, à moins de dix miles nautiques des côtes françaises. L'information est reprise le jour même par la plupart des stations de radio et des chaînes de télévision nationales et le lendemain, par nombre de quotidiens. Le correspondant de *Ouest-France* à Cherbourg nous explique qu'il a pourtant déjà publié depuis longtemps ce « scoop » : six mois plus tôt, alors qu'il « couvrait » un congrès scientifique qui se tenait à Cherbourg au sujet des déchets radioactifs immergés et du cheminement des eaux en Manche, mer du Nord et mer de Barents, il avait questionné un spécialiste de radioécologie marine sur le fait de savoir s'il existait de tels déchets immergés « près de chez nous ». L'expert lui avait alors parlé de la fosse des Casquets : « On sait que depuis telle année, il y a tant et tant [de déchets] ». Dans son compte-rendu du congrès, le journaliste n'avait pas manqué de mentionner le fait :

« À l'époque, je termine l'article là-dessus, en disant : "Bon d'accord, il y a des sous-marins nucléaires russes immergés en mer de Barents, mais n'oublions pas que pas loin d'ici, il y a aussi des fûts britanniques immergés". À l'époque, c'est passé. Personne n'a rebondi là-dessus. »

Cet exemple permet à nouveau de constater que rendre public ne signifie pas nécessairement rendre visible. Le journaliste a certes publié l'information mais sans la détacher de l'arrière-fond qui la portait (le congrès des chercheurs), sans la rendre

visible en tant que telle dans le titre de l'article ou le chapeau, a fortiori sans l'autonomiser sous la forme, par exemple, d'un encadré ou d'un article séparé. Il l'a placée à la fin du texte, dans la continuité de ce qui précédait, en l'introduisant par une formule (« N'oublions pas ») qui renforce cet effet de continuité en ramenant la « révélation » potentielle aux proportions du simple rappel historique d'un « ce que tout le monde sait ». En publiant l'information *de cette façon-là*, le correspondant de *Ouest-France* à Cherbourg s'est certes épargné les reproches de sensationnalisme et de catastrophisme qui se sont en revanche abattus sur *Le Monde* et son « scoop » annoncé bruyamment à la une. Revers de la médaille : son article, à la différence de celui du *Monde*, n'a mobilisé personne, de sorte que le fait qu'il ait été le premier journaliste à publier l'information « exclusive » est passé totalement inaperçu.

2. PRODUIRE L'OBSERVABILITÉ PRATIQUE DU DANGER

Pour mobiliser les autres, il faut réussir à leur rendre visibles certaines réalités. Il faut parvenir, en d'autres termes, à bâtir un « dispositif de sensibilisation »¹³. Tel fut longtemps la difficulté rencontrée par le professeur Jean-François Viel. Cet épidémiologiste qui dirige l'unité de biostatistique de la faculté de médecine de Besançon, avait depuis la fin des années 1980 l'intuition que les risques de leucémie sont particulièrement élevés aux abords de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague. Il nous explique pourquoi :

« Dans le monde, il n'y a que trois usines de retraitement de déchets nucléaires : Sellafield en Angleterre, Dounreay en Ecosse et La Hague. Il y en a une quatrième en ex-URSS, une usine militaire. Donc, clairement, je suis parti de l'hypothèse de base qui est de dire : on a trouvé autour de Sellafield un excès [de leucémies]. On a trouvé autour de Dounreay un excès. Il y a La Hague. Je cherche un excès et je confronte les faits à l'hypothèse. »

Mais la conviction du professeur ne suffisait pas à mobiliser autour de lui. D'autant qu'au début, rien de visible n'apparaissait dans les tableaux de chiffres qu'il collectait et intégrait. Aucune discontinuité particulière ne se dégageait du fond homogène de ces données. En 1990, une première publication scientifique, fondée sur une étude de mortalité, lui valut même les félicitations des médecins de Cogema, l'entreprise qui gère l'usine de retraitement de déchets nucléaires de la Hague : « En 1990, la

¹³ Selon l'expression forgée par C. Traïni dans *Émotions, paradoxes pragmatiques et valeurs sociales. Les ressorts de l'engagement* (Rapport en vue de l'obtention de la HDR, Université Paris 1, 2007, pp. 38-50).

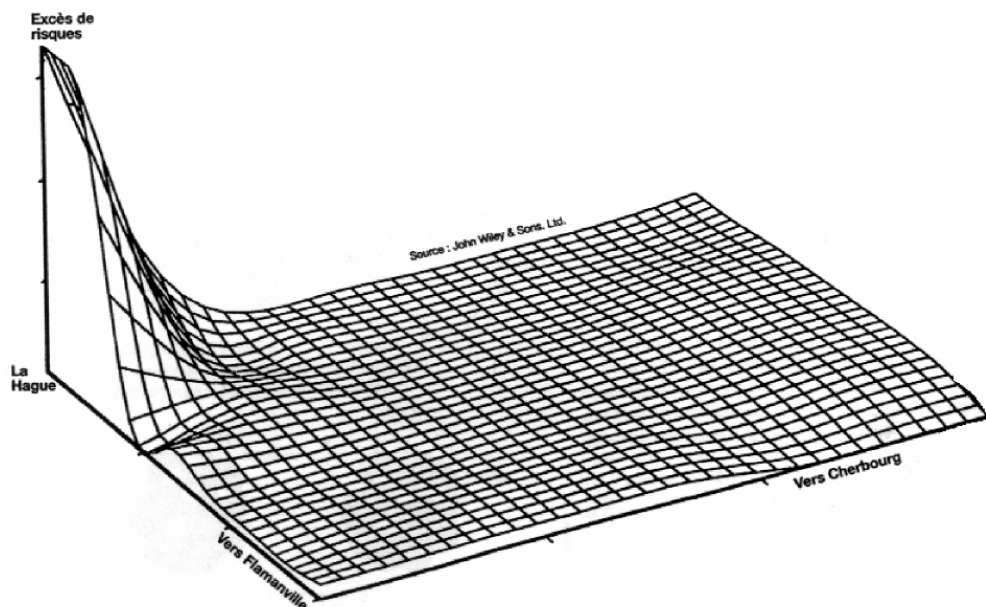
Cogema est ravie de mes travaux parce que je ne montre rien. Je reçois les félicitations de monsieur Jonas [médecin de Cogema] ». Le professeur était en quelque sorte congratulé pour n'avoir rien rendu de très visible.

En 1994, notre épidémiologiste publie une seconde étude, consacrée cette fois non plus à la mortalité (c'est-à-dire aux décès) mais à la morbidité (c'est-à-dire aux malades déclarés). Rien de très visible là encore mais tout de même, si, une petite *discontinuité* a fait irruption dans les données relatives à une zone située à proximité de la centrale nucléaire de Flamanville. Relayée par la presse, cette seconde publication scientifique est plus fraîchement accueillie par les médecins de Cogema :

« Dans cette deuxième publication, je ne montre toujours rien mais il y a un petit doute sur une zone près de Flamanville. J'en fais pas une grande affaire. Je suis très mesuré dans mes conclusions. Là, nouveau coup de téléphone de monsieur Jonas de la Cogema : "C'est vachement bien ce que vous faites, mais pourquoi vous ne le gardez pas pour les médecins ? Pourquoi vous le diffusez ?". Très courtois. Très très courtois. Le matin même, il y a eu France-Inter et le matin même, bon, je ne montrais rien, mais ça les gênait un petit peu que j'en parle. »

Comme l'a montré Michael Lynch, une part importante du travail scientifique consiste à rendre toujours plus aisément et pédagogiquement visibles à ses pairs, et à soi-même, les preuves que l'on possède déjà¹⁴. C'est l'occasion de cette mise en meilleure visibilité qui va être donnée au professeur Viel, lors d'un déplacement chez des confrères en Grande-Bretagne qui ont mis au point une méthode « révolutionnaire » d'analyse statistique : « On retravaille sur mes données et c'est ça qui a donné le pic, la fameuse image avec le pic. Je vois ça, je m'y attendais pas du tout ! ». De quel pic s'agit-il ? De celui, très spectaculaire, que la « nouvelle méthode » a fait surgir graphiquement : sur un diagramme à trois dimensions, qui offre une représentation de la relation entre lieu de résidence et risque de contracter une leucémie, une bosse soudain s'est élevée dans le coin, en haut à gauche. Elle correspond au risque maximal. Or, ce pic est exactement superposable au site géographique de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague, au nord-ouest de la presqu'île !

¹⁴ M. Lynch, « La rétine extériorisée. Sélection et mathématisation des documents visuels », *Culture technique*, 14, 1985, pp. 108-123.



Voici donc qu'un dispositif de visualisation novateur a soudain fait apparaître, là où jusqu'alors tout paraissait homogène et monotone, une discontinuité spectaculaire. Quelque chose a été rendu particulièrement visible. Mais de quoi s'agit-il ? Que faut-il *voir exactement* dans ce pic ? Et si l'artifice de mise en scène qui l'a rendu possible, conduisait à surestimer la dangerosité qu'il est censé représenter ? Il conviendrait alors de requalifier ce pic du titre infâmant de « pur artefact ».

À nouveau se laisse décrire ici le processus qui fait de tout travail de mise en visibilité, une œuvre de mobilisation. En effet, pour s'assurer, y compris à ses propres yeux, que son pic est une bonne preuve visuelle de la dangerosité du nucléaire, le professeur n'a d'autre choix que de chercher le soutien d'autres que lui au sein de la communauté scientifique. Un colloque international réunit au Canada les « meilleurs experts mondiaux » du domaine : notre épidémiologiste s'y rend, essaie de convaincre et a le plaisir de constater que son pic résiste assez bien à l'épreuve du jugement de ses pairs qui reconnaissent qu'il a été produit dans les règles de l'art : « Donc déjà, j'avais une première crédibilité scientifique » explique-t-il. Le fait que la très sérieuse revue britannique *Statistics in Medicine* accepte de publier son article constituera pour lui une « deuxième crédibilité scientifique ». Pour le sociologue, sans doute une question se pose-t-elle à ce stade : est-ce le fait que le pic était une bonne preuve visuelle du danger qui lui a valu des soutiens au sein de la communauté scientifique ? Ou est-ce que ce sont plutôt les soutiens acquis dans la communauté scientifique qui ont fait de lui une bonne preuve visuelle du danger ? Les deux for-

mules, on le voit, se complètent et de par leur caractère indissociable, suggèrent le mécanisme exact à travers lequel certaines de nos représentations visuelles du réel parviennent, plus que d'autres, à bénéficier entre nous de garanties collectives.

Construire ou rendre visible ?

La forte dangerosité du nucléaire dans le nord-ouest de la presqu'île du Cotentin est décrite par le professeur Viel comme *la cause* de ce qu'il peut voir sur le graphique et dire à son sujet. Mais une approche sociologique nous montre que cette possibilité d'ériger la dangerosité dans cette zone géographique en une cause extérieure de sa vision et de son commentaire a exigé au préalable une construction locale : un certain nombre de données, consignées par le professeur, ont dû être mises en série et, au terme d'un enchaînement particulier de procédures et d'échanges verbaux avec des collègues, aperçues *en tant que* dangerosité du nucléaire pour qu'enfin, la dangerosité du nucléaire puisse être *vue comme extérieure* aux pratiques scientifiques qui avaient permis sa visualisation.

Dans un cas comme celui-ci, qu'est-ce qui a été construit au juste ? Les constructivistes diront : la dangerosité elle-même. Cette dangerosité, soutiendront-ils, n'existait tout simplement pas avant sa visualisation et sa nomination par le professeur Viel ; elle est une réalité socialement construite. Sans pour autant retomber dans la vision naturaliste – la dangerosité comme cause de sa vision –, on peut défendre une position différente. Elle consiste à envisager que ce qui est construit dans un cas comme celui-ci, n'est pas la dangerosité elle-même mais plutôt son *observabilité pratique* en tant que réalité extérieure aux pratiques de son observation. L'expression « rendre visible » apparaît de ce point de vue bien plus heureuse que l'expression « construire » ou « construire socialement » : elle substitue à l'idée d'une invention sociale radicale d'entités qui n'existaient pas, l'idée d'un travail collectif de discernement, fait de mises en évidence et en mots, de visibilités *qui existaient déjà*, quoiqu'étant moins ou pas visibles en tant que telles.

L'ambition du présent article est précisément de suggérer qu'une approche en termes d'émergence des visibilités constitue, pour les sciences sociales, une alternative sérieuse à la démarche constructiviste¹⁵, prédominante aujourd'hui dans une large partie de ces sciences. Ce programme « émergentiste » nous in-

¹⁵ Tel est l'argument central, que nous rejoignons ici, de l'ouvrage de C. Bessy et F. Chateauraynaud, *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception* (Paris, Métailié, 1995).

terdit de considérer que les phénomènes observables puissent être des créations *ex nihilo*, qui naîtraient du moment même où nous les observons. Quelque chose préexiste toujours au phénomène que nous voyons, à savoir : ce phénomène dans un état où il ne nous était pas encore visible et où il n'était donc pas tout à fait le même (ce qui préexistait, tout aussi bien : nous-mêmes, en tant que nous n'avions pas encore en vue ce phénomène et que nous n'étions donc pas tout à fait le même). Dans cette perspective, ce qu'il s'agit d'étudier n'est plus la « nature » des choses, et pas davantage leur « construction sociale », mais plutôt la *transformation de leur état*. Nous sommes ainsi invités à faire porter l'enquête : 1) sur la forme des choses dans l'état où elles ne sont pas encore rendues visibles en tant que telles (pensons par exemple aux microbes) et sur le type d'organisation des rapports sociaux qui favorise cette non-visibilité relative (par exemple, la société médiévale) ; 2) sur le processus socio-technique de leur mise en visibilité, soit : sur les changements de forme qui affectent ces choses en les rendant visibles en tant que telles (l'entité « microbe » issue de la révolution pasteurienne et du microscope) et sur la transformation des rapports sociaux qui rend possible un tel travail de mise en visibilité et, indissociablement, de mobilisation (la société française du XIX^e siècle) ; enfin, 3) sur les changements de dispositions visuelles et comportementales qu'entraîne pour les acteurs cette mise en visibilité et cette mobilisation, soit : sur l'acquisition de nouvelles habitudes collectives (par exemple, vérifier la propreté de ses mains avant de réaliser certains actes).

3. ATTIRER LE REGARD DU GRAND PUBLIC : AU RISQUE DE SE FAIRE MAL VOIR

Comme l'ont montré Mary Bernstein et James Jasper, le dilemme majeur devant lequel se trouvent les tireurs d'alarme (*whistleblowers*) lorsqu'ils cherchent à susciter l'attention des médias, est que leurs chances d'intéresser les journalistes et le grand public est d'autant plus grande qu'ils acceptent de sacrifier une part de leur crédit auprès du monde des experts¹⁶. De fait, les gens de médias attendent, pour s'intéresser à un fait alarmant, qu'il rompe avec une continuité temporelle (qu'il corresponde à quelque chose de radicalement nouveau, à quelque chose qu'on ignorait totalement, à un palier qui a été franchi, etc.) ou avec une continuité d'usage (qu'il apparaisse d'une telle gravité qu'il doit cesser d'être géré par les seuls spécialistes, etc.). Or, cette *exagération de la discontinuité* est le meilleur moyen pour le tireur

¹⁶ M. Bernstein, J. Jasper, « Les tireurs d'alarme dans les conflits sur les risques technologiques. Entre intérêts particuliers et crédibilité », *Politix*, 44, 1998, pp. 109-134.

d'alarme de perdre sa crédibilité auprès de ceux qui connaissent le domaine, et de s'aliéner leur soutien.

Tel est précisément le problème auquel va être confronté le professeur Viel à compter du moment où, à l'aide de son pic, il va chercher à convaincre les médias d'attirer l'attention du grand public sur la réalité du danger nucléaire dans la région de La Hague. L'épidémiologiste sait bien, en effet, que pour réussir à intéresser à cette cause les journalistes, il ne lui suffira pas d'avoir parmi eux, comme il le dit, « un peu de réseau », ni même de pouvoir leur soumettre les « crédibilités scientifiques » dont peut se prévaloir son travail : encore faudra-t-il qu'il accepte de conformer, jusqu'à un certain point, l'étude qu'il a menée, aux *formats de diffusion* qu'utilisent les médias. C'est ce qui explique qu'il se tourne d'abord vers un type de presse qui ne lui donnera certes pas accès aux plus grosses audiences mais qui a l'avantage à ses yeux de lui laisser espérer un reformatage minimum de son étude :

« Je me suis dit : ça ne peut pas être un coup de télé, ou dix lignes dans un entrefilet, ce n'est pas possible. Il me faut un média de vulgarisation scientifique qui me promette de mettre suffisamment de pages pour expliquer. Donc j'ai contacté [le rédacteur en chef adjoint de *Science et Vie*] en lui disant : "Est-ce que ça vous intéresse ? Mais je vous préviens : ce n'est pas un entrefilet. J'ai besoin de place pour expliquer". Et là, ils me disent : "On vous donne dix pages". On est parti comme ça. Je me suis dit : *Science et Vie* est lu correctement et a une certaine crédibilité. »

Tout au long de l'élaboration de l'article, le professeur s'entretiendra régulièrement avec les journalistes du magazine : « Moi, j'ai beaucoup, beaucoup expliqué. Ils m'ont fait relire un certain nombre de choses ». Il passera du temps à « contrôler du point de vue scientifique » le texte destiné à être publié : « Globalement, dans le contenu du texte, je valide. Et je défie quiconque du domaine de me dire que ce qu'il y lit là-dedans, est faux. Je parle bien du texte, hein ». À force de négociations, il obtiendra que certaines précisions, importantes pour la préservation de la crédibilité scientifique de son pic, soient apportées : « Je leur ai dit : "*Écoutez, pour être honnête, vous pouvez mettre le pic, mais vous devez mettre à côté la courbe de variabilité. Ce pic, il a une incertitude statistique. Vous devez mettre à côté la courbe de variabilité.*" Ben, ils l'ont mise la courbe. Ils l'ont mise. Dans l'article, c'est côte à côte ».

Il est cependant certains aspects essentiels de la publication – à savoir : les plus étroitement liés au format de diffusion – que notre épidémiologiste ne parviendra pas à contrôler : la maquette, les intertitres et surtout le titre que les journalistes vont donner au dossier, barrant la une du numéro : « NUCLÉAIRE ET CANCER :

L'ENQUÊTE QUI DÉRANGE ». Le professeur explique qu'ayant eu vent de ce projet de titre, il a cherché à dissuader les journalistes. Il aurait préféré un titre plus axé sur les leucémies (« Moi, je n'aurais pas mis "cancer" ») et surtout, dirions-nous, un titre qui restât davantage inscrit dans des *continuités temporelles* : « J'aurais pas mis "l'enquête qui dérange", mais "Où en est-on sur les leucémies ?" ». Parce que c'était un truc récurrent, en Ecosse, en France ». De ce point de vue, en évoquant une enquête « sans précédent », livrée « en exclusivité » et qui permet d'« apprendre aujourd'hui » ce que l'on ignorait encore totalement hier, le chapeau de l'article va produire une plus forte discontinuité temporelle que Jean-François Viel ne l'aurait souhaité. Par ailleurs, en présentant le pic sous le titre-choc « Le diagramme qui accuse » et en parlant d'une enquête « qui jette un pavé dans la mare des nucléocrates », les journalistes orienteront le propos vers la dénonciation, que le professeur refuse d'assumer, de fautes morales et de rapports de domination politiques :

« "Nucléocrate", ce n'est pas mon terme. Ceci dit, c'est vrai qu'il faut aller à l'étranger pour se rendre compte du couvercle qui pèse sur l'absence de débat sur le nucléaire en France. Mais ça, je ne peux pas le dire. Moi, ce que j'ai dit, c'est : il y a un signal qui clignote. On passe à l'orange. Il y a un truc. Il faut aller plus loin. Il y a un signal, je crois qu'il faut en parler. »

Il est indéniable que la façon dont les journalistes de *Science et Vie* ont mis en scène l'information a considérablement amélioré ses chances de diffusion et de reprise dans l'espace médiatique. De fait, nombre d'autres publications ont pu s'appuyer sur l'effet de discontinuité temporelle mis en avant par *Science et Vie*, pour justifier à leur tour de parler de l'étude du professeur Viel en titrant, sur un ton plus affirmatif que celui de cette étude, sur une « augmentation des cas de leucémie » (*Le Monde*), des « leucémies en trop » (*Le Quotidien du Médecin*) ou « davantage de leucémies » (*Santé Magazine*) autour de La Hague. D'autres publications ont repris l'information en s'appuyant plutôt sur l'effet de discontinuité dans les usages scientifiques que *Science et Vie*, en parlant d'une « enquête qui dérange », avait également suggéré. Celles-là s'interrogèrent : « Radioactivité : sommes-nous désinformés ? » (*Ça m'intéresse*) ou dénoncèrent : « Nucléaire : dur, dur d'être médecin » (*Les Réalités de l'écologie*). Reste que ces différents effets de discontinuité ont en même temps desservi le professeur auprès des spécialistes du domaine qui, sensibles quant à eux aux continuités d'usage et temporelles en jeu, ont vu dans de tels effets une *exagération* :

« Alors, tout le monde m'a accusé moi de la couverture. Mais vous savez bien comment ça se passe dans la presse. Moi, j'y suis pour rien. Je suis désolé. On m'a fait relire un texte que je valide à 90 %. Je ne peux pas être tenu respon-

sable de cette présentation. Tout le monde en est resté là. Tout le monde ! Après, il a fallu monter des contre-feux. Mais c'est clair que moi, il m'a gêné, cet article. Il m'a gêné mais je ne m'y attendais pas du tout. Je pensais faire œuvre de vulgarisation. »

Le dispositif médiatique a ainsi jeté un trouble imprévu sur le fait que le professeur possédait réellement la « vision professionnelle » attendue dans son milieu¹⁷.

4. LA DÉMOBILISATION OU L'ART DE FAIRE PERDRE DE VUE CE QU'IL Y AVAIT À VOIR

Si le travail de mobilisation mené par les entrepreneurs de cause et les tireurs d'alarme consiste à faire apparaître des discontinuités là où rien n'était visible, il n'est guère surprenant qu'à l'inverse, le travail de démobilisation conduit par leurs adversaires s'attache à replacer les discontinuités qui ont sailli, dans des continuités. Revenons par exemple sur l'épisode des deux notes internes de l'ANDRA qui furent rendues publiques par le laboratoire indépendant ACRO en décembre 1995. Durant l'entretien qu'il nous a accordé, l'essentiel de la stratégie du directeur du Centre de Stockage de la Manche a consisté, sur ce sujet, à indexicaliser les deux notes, c'est-à-dire à les replonger dans des continuités. *Continuités d'usage*, d'abord : ces notes, explique-t-il, sont des documents « de travail » qui n'avaient pas à être utilisés par des « tierces personnes ». C'est ce qui justifie selon lui qu'une plainte ait été déposée contre l'ACRO pour « atteinte au secret des correspondances ». Il insiste par ailleurs sur l'aspect malheureux qu'a eu la rupture brutale de la continuité d'usage : l'exploitation médiatique de ces documents a contribué selon lui à donner « un impact absolument fabuleux » à des phrases ou à des termes dont la signification était purement technique. Ainsi par exemple, la notion de « colis périssable non-bloqué » qui correspond à une caractérisation précise et (affirme le directeur) nullement alarmante, n'est évidemment pas du « meilleur effet » aux yeux des profanes. De même, le rebouchage d'un puits de contrôle (piézomètre) mentionné dans les notes, et qui a été présenté par la presse comme scandaleux et inquiétant : il était parfaitement justifié techniquement, explique le directeur, pour améliorer l'étanchéité de la couverture bitumineuse placée au-dessus des fûts. Mais cet impératif technique, facilement compris des scientifiques et des techniciens, « effraie » tout aussi facilement le grand

¹⁷ Le terme est à entendre ici au sens précis que lui donne Charles Goodwin : il vise l'ensemble des pratiques visuelles et des manières de décrire ce qu'elles permettent de voir, qui caractérise un milieu professionnel. Cf. C. Goodwin, « Professional vision », *American Anthropologist*, 96, 1994, pp. 606-633.

public. *Continuités temporelles*, ensuite : il n'y avait dans l'ensemble de ces révélations rien que de déjà connu. Le piézomètre P9, qui a été rebouché, atteignait des concentrations de l'ordre du million de becquerels par litre ? « Je dis que l'information avait été donnée par l'ANDRA, bien avant que l'on exploite le document. L'information avait été transmise à la commission spéciale et permanente d'information ». De même concernant la présence de 100 kg de plutonium sur le site, une information déjà rendue publique sous une autre forme dans un document d'enquête publique, comme nous l'avons vu.

Prenons encore un autre exemple dont il a été également question plus haut : les révélations du *Monde* sur l'immersion en Manche dans les années 1950 de 17 000 fûts de déchets radioactifs par les autorités britanniques. Suite à ce « scoop », comme on l'a dit, la mobilisation des médias est générale. Sauf au quotidien *Libération* où la journaliste en charge de ces questions, à la différence de la plupart de ses confrères, s'est efforcée de replacer l'information dans une continuité temporelle :

« L'information est tombée sur le fil AFP, le matin, et ça a paru important au chef de mon service [...] Donc on m'en a parlé tout de suite et j'ai haussé les épaules en disant : "Mais c'est pas nouveau ce truc !" . Il y avait déjà des documents je sais plus si c'est, de l'AIEA, qui recensait... Moi, je me souviens très bien avoir vu il y a très longtemps la fosse des Casquets comme étant un lieu de dépôts de déchets nucléaires, anglais essentiellement. Donc je dis : "C'est pas nouveau. Oui, ben, ils s'excitent là-dessus mais c'est pas nouveau !" . Donc on n'a rien fait le jour même. »

Le même processus de remise en continuité sera à l'œuvre de la part des adversaires du professeur Viel après la publication du dossier de *Science et Vie*. Un médecin de Cogema reprochera ainsi au professeur d'avoir rompu inutilement, et de manière en quelque sorte déloyale, la continuité d'usage scientifique des données qu'il avait produites :

« Je reconnais que la présentation médiatique si on voulait faire un coup pour un peu inquiéter les populations, c'est assez bien réussi. Est-ce que c'est justifié ? C'est une autre paire de manche. Est-ce que c'est très responsable comme attitude ? C'est aussi une autre paire de manche. Considérant qu'il s'agissait d'une étude de faible puissance qui avait un certain nombre de biais, c'est-à-dire d'erreurs, soit au niveau, disons, des références pour la population de ré-

férence, soit même au niveau du recueil des données, et dont les résultats ne pouvaient pas être considérés comme significatifs¹⁸. »

Avis concordant de la part de cet autre médecin de la région cherbourgeoise que nous interrogeons, pour qui l'étude du professeur Viel était loin d'avoir engrangé toutes les « crédibilités scientifiques » nécessaires pour que son auteur puisse se sentir autorisé à rompre avec les continuités d'usages scientifiques et à entamer aussi prématurément un « retour vers le grand monde¹⁹ » :

« Les gens sont choqués et en veulent à Viel de faire de l'information sauvage non validée, ce n'est pas normal. C'est normal de faire des études scientifiques, il faut les publier dans les revues scientifiques et travailler entre scientifiques avant de balancer un problème de santé publique. Et ça ne devient un problème de santé publique que quand il y a un consensus et quand c'est vraiment démontré, prouvé et vérifié, c'est tout. »

De son côté, le directeur de l'usine de La Hague contestera la « nouveauté » de l'étude en la replaçant dans une continuité cette fois temporelle que, selon lui, elle n'a pas les moyens de rompre :

« Je ne vois dans cette étude rien de nouveau. Ce n'est pas la première étude épidémiologique qui est faite sur un site nucléaire. Il y en a eu d'autres concernant le site de La Hague. Toutes ont conclu à l'absence de risque pour la santé, qu'il s'agisse de cancer ou de leucémie²⁰. »

Comme on le voit, pour diminuer la valeur que nombre de médias ont cru bon d'accorder à l'étude, ses détracteurs s'emploient à un travail en tous points inverse à celui du professeur Viel : ils s'efforcent de replacer les données dans le fond homogène qui les portait et ainsi, de les réindexicaliser, c'est-à-dire de les ramener à quelque chose de local, de monotone et de non généralisable. En cela, leurs efforts soulignent à quel point, comme on l'a dit, la visibilité d'un phénomène et par conséquent, la mobilisation qu'elle provoque, constituent des processus sociaux hautement réversibles.

¹⁸ Docteur J.-M. Gélas (Cogema) sur La Cinquième, le 5 mars 1996.

¹⁹ Pour reprendre l'expression qu'utilisent M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe dans *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique* (Paris, Seuil, 2001, pp. 89-101).

²⁰ P. Lederman (Cogema) cité par *La Presse de la Manche* du 30 novembre 1995.

5. COMMENT CROÎT LA VISIBILITÉ MÉDIATIQUE D'UNE INFORMATION

Ce ne sont évidemment pas les faits qui, considérés en eux-mêmes, obligent les journalistes à leur octroyer de la visibilité médiatique. Même si les professionnels de l'information ont souvent tendance en la matière à naturaliser leurs décisions, suggérant que les choix qu'ils font de couvrir tel ou tel événement, s'imposent d'eux-mêmes, il faut entendre par là qu'ils se réfèrent à des ensembles de règles pratiques dont le respect, socialement organisé et sanctionné au sein des rédactions, les conduit plus ou moins spontanément et unanimement à trouver certains événements plus intéressants à couvrir et plus nécessaires à publier que d'autres. Aussi est-ce vers ces règles pratiques qu'il convient de se tourner en premier lieu pour saisir les mécanismes par lesquels croît ou diminue la visibilité médiatique d'une information. Considérons par exemple la façon dont les journalistes locaux, dans le Nord-Cotentin, ont accueilli l'étude du professeur Viel : avec beaucoup de scepticisme et même parfois, de l'hostilité. Ainsi ce journaliste de Radio-France Cherbourg qui réalise très vite les limites du pic, en s'appuyant sur les réactions négatives de ses informateurs privilégiés, les médecins locaux :

« On s'est rendu compte qu'en fait, les médecins du coin n'étaient pas du tout d'accord avec Viel. Ils sont pas d'accord sur la méthodologie. C'est-à-dire que Viel a travaillé comment ? Il est parti sur une méthode dont les médecins ici disent qu'elle est sujette à erreur. Viel a fait des probabilités. Ce sont des probabilités ! En plus, quand on relit bien l'article, Viel ne dit à aucun moment que la Cogema est responsable. Donc en fait, il pose des questions : il y a plus de cas que la moyenne. Pourquoi ? Il faut faire des études complémentaires. »

Comme le suggèrent ces propos, lorsque la question de la vérité d'une information scientifique se pose aux journalistes, ce n'est pas abstraitement mais plutôt dans la perspective d'une affaire (la Cogema doit-elle être tenue pour « responsable » de l'excès de leucémies ?) et par conséquent en relation avec le respect dû à des règles pratiques de l'activité journalistique comme *la fourniture de preuves juridiquement recevables pour accuser* ou encore, *l'anticipation des ruptures de coopération*²¹. C'est ce genre de sens pratique que nous retrouvons à l'œuvre chez cet autre journaliste local, le correspondant de *Ouest-France* à Cherbourg, qui s'appuyant lui aussi sur les avis du corps médical local, juge exagérément alarmiste la publication de *Science et Vie* :

²¹ Sur ces deux règles, voir C. Lemieux, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000, respectivement p. 172 et pp. 304-306.

« Je pense que Viel avait envie un peu de se faire reconnaître. Enfin, ici, ça a été très mal perçu. Notamment par le corps médical qui a dit... Enfin moi, je me souviens d'avoir eu plusieurs contacts avec différents médecins, qui ont dit : "C'est pas sérieux. On n'annonce pas quelque chose comme ça, quand on a pas terminé, quand c'est pas significatif". [...] Il a jamais démontré qu'il y avait un lien de cause à effet entre le nucléaire et... Il s'en est toujours défendu. Mais ça a pas toujours été très clair... C'est pas possible. Il peut pas le démontrer. Enfin, il peut pas. Peut-être si. Je ne veux pas dire qu'il ne peut pas le démontrer mais là, il ne l'a pas démontré en tout cas. »

Mais voici le plus surprenant : alors même qu'ils estiment, en s'appuyant sur l'avis du corps médical local, sa démarche insuffisamment étayée scientifiquement, les journalistes cherbourgeois vont néanmoins octroyer une très forte visibilité à l'étude de Jean-François Viel. Radio-France Cherbourg organise rapidement par duplex une « sorte de table ronde en direct avec Viel et des médecins du coin ». De son côté, la presse régionale publie l'information dès le 30 novembre 1995. *La Presse de la Manche*, nous explique l'un de ses reporters, fait même « l'ouverture du canard là-dessus », en reprenant sur une pleine page les informations de *Science et Vie*, en publiant qui plus est « le graphique qui était quand même assez saisissant » et en enfreignant par là même la règle d'anticipation des ruptures de coopération vis-à-vis de la puissante Cogema :

« C'est bien simple, après ça, Cogema voulait plus nous voir. Il y a eu quelques jours où ils voulaient plus nous voir : "Quand on fera des conférences de presse, on vous invitera pas". Nous, on a envoyé un petit mot pour dire : "Nous, on fait notre boulot". Et ça s'est calmé. »

Comment expliquer que les journalistes cherbourgeois ont couvert si largement un événement qu'ils considéraient *personnellement* ne pas le mériter ? C'est ici qu'apparaît à nouveau la nécessité d'en revenir aux règles pratiques qui constituent la trame de l'activité journalistique et tout particulièrement, dans le cas présent, à la *règle du non-dépassement par la concurrence*²². C'est en effet en vertu du respect dû à cette règle, et non pas en raison de convictions intimes, que les journalistes dont nous parlons ont été conduits à présenter au public une vue de la dangerosité du nucléaire qu'ils ne partageaient pas. Ainsi par exemple, *La Presse de la Manche* justifiera-t-elle d'en faire son titre de une, en indiquant que les conclusions du professeur

²² *Ibid.*, pp. 409-414.

Viel publiées dans *Science et Vie* ont eu « dès hier un retentissement national » : presse, radios et télévisions nationales s'étant mises à donner à l'information de la visibilité, comment ne pas en parler ?

C'est un respect identique pour la règle de non-dépassement par la concurrence qui explique que dans le cas dont il a été question plus haut, des révélations du *Monde* concernant l'immersion de déchets radioactifs britanniques dans la fosse des Casquets, la journaliste de *Libération* en charge de ces questions, initialement hostile, on l'a vu, à l'information qu'elle jugeait ne rien apporter de nouveau, se résigna finalement à écrire un article sur le sujet :

« [Ce changement d'attitude], c'était pas à cause du Monde. C'était plutôt parce que c'était la télé. Le Monde, on n'est pas suivistes

Q : Par contre si c'est la télé le prend, il faut le prendre ?

Journaliste : Il y a une pression des lecteurs pour ça. Quand on a trois coups de fil le matin à l'arrivée en disant : "Mais pourquoi y a rien dans Libé ?" ... [il est arrivé que je traîne] les pieds sur une info en disant : "C'est pas important" et la rédaction en chef angoissait parce qu'elle avait vu le sujet à la télé le soir. On me disait : "Il faut le traiter quand même". Dans ce cas, le matin, on leur dit : "Trois feuillets, oui, d'accord". Et puis à cinq heures, on dit : "Décidément, y a pas grand-chose à raconter". Et ça se retrouve avec un petit papier. On essaie de dégonfler au cours de la journée. »

Donnons de ces mécanismes d'alignement journalistique, un autre exemple encore. Le 14 février 1996, l'association Greenpeace tient à Paris une conférence de presse où elle rend publics les résultats d'une étude qu'elle a commandée au laboratoire indépendant CRII-RAD, au sujet des retombées dans l'environnement des rejets radioactifs auxquels est autorisée l'usine Cogema de La Hague. Les membres de Greenpeace pensent intéresser les médias, car l'étude a rendu *nettement visibles* des concentrations anormales d'iode 129 dans des mousses terrestres situées à moins de sept kilomètres de l'usine. Mais les journalistes ne semblent pas éprouver le « choc moral » escompté. Comme nous l'explique un militant de Greenpeace, le dépit est alors extrême : « On s'est dit : c'est complètement raté. Aucun intérêt. Tout le monde se fout de l'iode 129 dans l'environnement de La Hague ! ». Quarante-huit heures plus tard, cependant, notre militant reçoit soudain des coups de téléphone en cascade de la part de plusieurs journalistes parisiens :

« Ils m'ont dit : "Dites donc, il y a France-Info qui reprend l'étude de la CRII-RAD". Je leur réponds : "Ben oui, écoutez, on l'a publiée cette étude. Vous

voulez une copie ? Pas de problème, on vous donne une copie”. Mais en fait, je comprenais pas vraiment ce qui faisait que ça se déclenchait. Moi, j’avais une réunion le soir et donc, ils m’avaient téléphoné un petit peu avant. Donc, je ressors de cette réunion, il était une heure du matin. Et France-Info faisait à tous les flashes : “Grave contamination autour de la Hague”, etc. Donc là, difficile de comprendre quel mécanisme a fait que subitement ça a déclenché et alors après, c’est parti ! Et le surlendemain, alors, c’était la folie. »

Certains journalistes ont pour habitude de dire que l’actualité s’impose à eux et que c’est elle qui leur commande ce qu’ils doivent dire et montrer au public. Comme le suggèrent ces exemples, il serait sans doute plus exact de dire que ce qui s’impose à eux, au sein des rédactions, c’est notamment le respect de la règle de non-dépassement par la concurrence vis-à-vis de certains médias « déclencheurs » (les télévisions nationales, certaines radios nationales, etc.). Le fait qu’une information puisse être totalement négligée dans un premier temps faute de paraître suffisamment « *newsworthy* », puis soudain, reprise et amplifiée, ne s’explique pas autrement.

6. INSTRUMENTALISER LES MÉDIAS SANS ÊTRE INSTRUMENTALISÉ PAR EUX

Plus tireurs d’alarme et entrepreneurs de cause saisissent les règles pratiques auxquels les journalistes accordent de l’importance, plus il leur devient facile d’instrumentaliser les médias. C’est ce que nous explique ce militant de Greenpeace qui, ayant saisi le rôle que joue la règle de non-dépassement par la concurrence dans le travail des professionnels de l’information, n’hésite pas à en tirer profit :

« [Le journaliste] me téléphone : “Est ce que vous avez déjà vu quelqu’un ?”. Ça, c’est leur premier réflexe : “Avez-vous déjà vu quelqu’un ?”. Alors là, si je veux faire de la manipulation, de la démagie, c’est pas dur. Parce que là, je réponds toujours oui. Toujours oui. Parce que là, c’est l’enjeu journalistique. Là, je rentre dedans. “Avez-vous déjà eu quelqu’un ?”, “Ah oui”. Toujours. “Qui ?”. “Ça ne vous regarde pas”. Et puis alors là, si je leur dis, ce qui peut être vrai : “Ah ben tiens, y a Europe qui fait un truc”. “Europe fait ? On doit faire”. Et alors là, tu t’aperçois, qu’il y a un effet boule-de-neige qui ressemble à rien. C’est : “Si Machin fait, je fais”. »

Ayant tout aussi bien compris l’importance que revêt pour les journalistes la règle de respect des formats de diffusion, le même militant a progressivement appris à déterminer ce qui dans les activités de son association, est le plus susceptible de faire se déplacer les médias et notamment les télévisions :

« En mai, on a fait venir ici [à Cherbourg] une équipe de plongeurs et un peu de matériel pour faire une série de prélèvements autour du site. [...] Et là, on voit France 3 qui envoie une équipe nationale, en plus de celle qui était ici. France 2 envoie aussi une équipe. Et il y a une espèce de truc qui pousse, quoi. Et donc, on a affrété un bateau de pêche pour aller filmer les Zodiac. “Thalassa” a fait un sujet et dans “Littoral”, c’est passé trois semaines de suite, avec le suivi, en disant ; “Voilà, ils ramassent les algues, ils ramassent les sédiments”. Donc ça veut dire que le côté, je dirais, un peu positif de notre démarche correspondait à des choses qu’ils demandaient. Nous, on s’est aperçus de ça. »

Ici encore, cependant, le fait, pour mieux mobiliser les journalistes, de se conformer à leurs règles pratiques rencontre la limite déjà évoquée d’un risque de perte de crédibilité vis-à-vis des spécialistes du domaine. Notre militant de Greenpeace s’en déclare conscient. Ainsi, s’il sait désormais que des prélèvements marins effectués en Zodiac ont le pouvoir d’attirer les télévisions et les photographes « comme des mouches », il déclare n’être pas prêt pour autant à monter des opérations de ce type si elles n’ont aucune justification scientifique :

« J’ai un mec de VSD qui me téléphone régulièrement : “Bon, alors, pour [la fosse des] Casquets, vous allez bien y aller quand même. Vous allez mettre un bateau à l’eau”. Je lui dis : “Mais qu’est-ce que vous voulez que j’aille voir ?”. Alors le mec : “Mais si, si. Bon, allez, c’est pas grave, on a du pognon. Vous me trouvez un Zodiac pour demain. Vous nous mettez un plongeur. Du moment qu’on a le mec qui fait un plongeur, c’est bon. Vous faites la couverture”. Et il me dit : “Voilà, je vous fais la photo. Vous êtes en première page avec un Zodiac marqué Greenpeace, ça se refuse pas”. Je lui ai dit : “Mais si, ça se refuse”. »

Tout comme ce militant de Greenpeace, le professeur Viel a appris peu à peu à utiliser à son profit le respect auquel s’obligent les journalistes vis-à-vis de certaines règles pratiques. C’est ce dont témoigne le succès médiatique rencontré un an après la publication du dossier de *Science et Vie*, par une nouvelle étude épidémiologique qu’il a menée. Publiée dans le *British Medical Journal*, celle-ci établit « une association entre la consommation au moins une fois par semaine de poissons et crustacés pêchés localement et les cas de leucémies ». La fréquentation des plages est également mise en cause. La dépêche AFP du 10 janvier 1997 qui annonce que cette étude vient « relancer le débat sur les risques de leucémie dus au nucléaire » autour de l’usine de La Hague, va être très massivement reprise : radios et télévisions, presse

régionale et nationale (notamment *France-Soir*, *Le Parisien*, *Le Monde* et *Libération*) lui accordent une place de choix, et la complètent le plus souvent, en mettant la pression sur le professeur Viel, certains de ses confrères, les habitants de La Hague ou encore les représentants de Cogema. La visibilité médiatique apparaît, en définitive, beaucoup plus grande qu'à l'occasion de la publication de l'étude précédente dans *Science et Vie*. Comment l'expliquer ?

En premier lieu, la nouvelle étude autorisait le professeur à se montrer plus affirmatif. De ce fait, l'information délivrée aux journalistes leur a permis d'honorer plus facilement *la règle de respect des formats de diffusion*, en rendant possibles des énoncés plus percutants et moins nuancés, sans avoir besoin d'exagérer les résultats de l'étude. Lorsque nous l'avions rencontré en décembre 1996, à quelques semaines de la publication, Jean-François Viel nous expliquait ainsi : « Là, je serai beaucoup plus sûr. Je ne dirai pas : "Ne me faites pas dire qu'il y a une relation entre machin et machin". Je dirai cette fois-ci : "Il y a cette relation. Il y en a même plusieurs" ». En second lieu, le professeur a joué méthodiquement sur *la règle de non-dépassement par la concurrence*. En se calant sur la date à laquelle le *British Medical Journal* devait publier son article, il a selon son expression « pré-sensibilisé » un certain nombre de journalistes dans des médias « déclencheurs » : « J'ai appelé trois presse nationale, une télé, une radio et un média écrit national ». À quelques uns, il a aussi fait parvenir un courrier mettant en avant les « crédibilités scientifiques » dont bénéficiait sa nouvelle étude (notamment une copie de la lettre d'acceptation du *British Medical Journal*) et en se déclarant disponible pour toute demande d'explication. En troisième lieu enfin, il semble que le professeur ait cette fois-ci pré-sensibilisé également les services de l'État. C'est du moins ce que suggère la rapidité avec laquelle, dans la matinée du 10 janvier, la Ministre de l'Environnement a publié un communiqué dans lequel, estimant que les travaux du professeur Viel « posent une question scientifique qu'il faut traiter sérieusement, mais sans panique », elle demandait une « évaluation » de cette étude et des prélèvements supplémentaires autour de l'usine Cogema pour vérifier qu'il n'y a pas de concentrations de radioactivité anormales. Cette intervention rapide de l'État a incontestablement validé auprès des journalistes la pertinence de l'étude. La caution étatique leur permettant ainsi de respecter *la règle de fourniture de preuves juridiquement recevables pour accuser* (aussi bien, sinon mieux que ne le font les « crédibilités scientifiques »), ils ont pu soumettre l'information qui leur était fournie à un traitement plus accusatoire et par voie de conséquence, plus bruyant.

7. VISIBILITÉ MÉDIATIQUE ET MODIFICATION DES DISPOSITIONS À VOIR

C'est peut-être avec les journalistes que l'on mesure le plus clairement en quoi le fait de rendre une information médiatiquement visible peut modifier les dispositions à voir. Comme on l'a dit, les jugements journalistiques sur le manque d'intérêt d'une information se trouvent en effet profondément changés à partir du moment où cette information a réussi à accéder à la visibilité dans un certain nombre de médias « déclencheurs » : les mêmes qui évaluaient, et continuent parfois à évaluer, comme douteuse ou peu novatrice l'information, la reprennent néanmoins par respect de la règle de non-dépassement par la concurrence. Mais du côté des tireurs d'alarme et des entrepreneurs de cause aussi, la visibilité médiatique dont bénéficie une information alarmante peut modifier jugements et dispositions à voir. C'est ce dont témoigne par exemple l'attitude de ce médecin généraliste de la région dieppoise, le docteur Gendarme, qui une semaine après la publication dans le *British Medical Journal* de l'étude du professeur Viel, prend l'initiative de mobiliser la presse locale et adresse au ministère de l'Environnement un courrier alarmant. Cela fait longtemps, en effet, qu'il a repéré dans sa clientèle plusieurs cas inquiétants de maladies thyroïdiennes et qu'il a le sentiment qu'ils sont imputables à la présence dans la zone où il travaille, d'une centrale nucléaire - celle de Penly. Jusque là, pourtant, il ne se faisait guère d'illusion sur sa capacité à mobiliser les pouvoirs publics sur la base d'aussi faibles indices :

« On sait très bien que du point de vue médical, s'adresser au médecin inspecteur départemental de la santé, c'est une impasse. C'est pas la peine. On va me renvoyer dans mes buts. Donc on sait que les structures administratives, c'est pas la peine d'en parler. »

La réussite médiatique de Jean-François Viel a soudain modifié sa façon de voir et d'évaluer ses chances:

« Alors, il y a eu le ramdam médiatique de La Hague. Et moi, je me suis dit en tout cynisme, je me suis dit : c'est le moment de mettre les pieds dans le plat, pour ce qui est de Penly. Donc j'ai mis les pieds dans le plat en adressant une lettre à Mme Corinne Lepage [ministre de l'Environnement]. En disant ce que je viens de vous dire, à savoir qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. »

Pour bien « mettre les pieds dans le plat » selon son expression, le docteur Gendarme n'oublie pas de prévenir de sa démarche le correspondant local de l'AFP. L'effet est inespéré : « Ça a été l'explosion. Ils ont fait une dépêche AFP. Vous connaissez le système médiatique, tout le monde reprend les dépêches AFP. Le vrai déluge de

radios, télévisions et tout le bataclan ! ». Même surprise concernant le journal de la région, *Paris-Normandie*, qu'il sollicite : le journaliste qu'il a contacté au sein de cette rédaction, « est parti bille en tête là-dessus », de sorte que le quotidien consacrera au sujet un grand article annoncé en une. Quelques jours plus tard, le Conseil régional de Haute Normandie votera à l'unanimité une motion d'urgence pour qu'une enquête épidémiologique soit conduite autour de la centrale de Penly. La plupart des médecins locaux, de leur côté, crieront à l'artificialisme.

Cet exemple suggère en quoi la visibilité médiatique accordée à certaines informations peut contribuer à modifier « la structure des opportunités politiques » qui s'offre aux entrepreneurs de cause, en suscitant chez eux ce que Doug Mc Adam appelle une « libération cognitive²³ ». Ainsi le « ramdam médiatique » dont a bénéficié l'enquête de janvier 1997 du professeur Viel aura-t-il encouragé les initiatives en direction des médias et des pouvoirs publics de la part de lanceurs d'alerte (comme notre médecin de la région dieppoise) que leur manque de « crédibilités scientifiques » dissuadait jusque-là d'agir. Cette médiatisation aura en outre permis à ces lanceurs d'alerte-là d'avoir à aller beaucoup moins loin dans la construction et la validation scientifiques de leurs dispositifs de visualisation de la dangerosité du nucléaire : grâce à la modification de l'attention journalistique et étatique provoquée par l'étude du professeur Viel, un simple comptage de cas de maladies thyroïdiennes parmi la clientèle aura suffi ici à déclencher une mobilisation d'ampleur²⁴.

8. POURQUOI NOS FAÇONS DE VOIR NE SONT PAS AUSSI STABLES QU'IL Y PARAÎT

On ne saurait trop insister sur le fait que la visibilité médiatique conférée à certaines informations tend à fournir des raisons de se mobiliser *qu'ils n'avaient pas*, à tous ceux que ces informations affectent dans leurs activités professionnelles. Dans les cas ici évoqués, ceci concerne notamment les scientifiques et les spécialistes du domaine

²³ D. Mc Adam, *Political Process and The Development of Black Insurgency (1930-1970)*, Chicago, The Chicago University Press, 1982. Cité par C. Traïni, *Émotions, paradoxes pragmatiques et valeurs sociales*, op. cit., p. 22.

²⁴ L'étude du professeur Viel n'est bien sûr qu'un élément, parmi un ensemble d'autres, dans la dynamique qui a ouvert, au début de l'année 1997, la structure des opportunités politiques qui s'offraient aux lanceurs d'alerte dans le domaine du nucléaire, spécialement dans le Nord-Cotentin. O. Baisnée insiste à ce sujet sur le rôle qu'a joué dans l'activation de l'attention journalistique, une suite d'événements liés à la remise en cause, pour des raisons économiques, de la politique de retraitement des déchets nucléaires. Cf. « Publiciser le risque nucléaire. La polémique autour de la conduite de rejets en mer de l'usine de La Hague », *Politix*, 54, 2001, pp. 157-181.

nucléaire. Par exemple, l'enquête du professeur Viel publiée en décembre 1995 dans *Science et Vie* a fourni à un certain nombre de médecins de la région cherbourgeoise des raisons de remettre en cause la validité des dispositifs de visualisation scientifique du danger institués au plan local, autour de La Hague : ces dispositifs, en effet, étant uniquement axés sur la radioprotection et la métrologie des radioéléments, et non pas sur l'épidémiologie, ils ne permettaient pas de démentir formellement les analyses du professeur Viel. Ces médecins, dont nombre se sont regroupés au sein d'une Association pour le registre des cancers de la Manche, ont ainsi plaidé pour que les données épidémiologiques soient dorénavant reconnues comme un moyen à développer, sinon à privilégier, pour rendre le danger nucléaire évaluable. De même, la publication de janvier 1997 a donné aux pouvoirs publics des raisons de mobiliser la communauté scientifique afin qu'elle tranche enfin clairement la question du lien entre leucémies infantiles et présence du site de Cogema. C'est ce qui a notamment justifié la création d'une commission d'enquête composée de spécialistes chargés, sous la présidence du professeur Charles Souleau, de vérifier les résultats de l'étude du professeur Viel (membre lui-même de ladite commission). A été ainsi conçu un nouveau dispositif de visualisation du danger nucléaire : le collège d'experts, organe destiné à fournir au public la vision « correcte » et consensuelle de la dangerosité²⁵.

La visibilité médiatique des études du professeur Viel a eu des effets tout aussi remarquables sur l'expérience de leur environnement immédiat par les personnes ordinaires. À ce niveau-là aussi, elle a été susceptible de fournir aux acteurs des raisons d'agir qu'ils n'avaient pas, contribuant ainsi au déplacement de leurs dispositions à voir en certaines réalités familières des sources potentielles de danger. On se souvient par exemple que l'enquête publiée en janvier 1997 prétendait rendre manifeste une corrélation entre leucémie et fréquentation des plages, comme entre leucémie et consommation de poissons ou de fruits de mer : c'était fournir de bonnes raisons de ne plus fréquenter certaines plages et de ne plus consommer certains produits de la mer – d'où, rapidement, l'inquiétude des professionnels du tourisme et des pêcheurs. C'était aussi fournir à un certain nombre de mères de famille une raison qu'elles n'avaient pas, de faire entendre leurs inquiétudes. C'est ainsi que dès février 1997 se constituera à Cherbourg un collectif des « Mères en colère » dont le premier

²⁵ Ce dispositif de réendogénéisation de la discussion scientifique se soldera par un échec, les tensions entre spécialistes, attisées par la pression « extérieure » à la fois de Cogema et des anti-nucléaires, s'avérant trop fortes. Dès l'été 1997, Charles Souleau, mis en cause par les écologistes, abandonnera la présidence de la Commission.

acte sera d'adresser une lettre ouverte aux élus locaux pour réclamer une « information objective et transparente » :

« Après les affaires du sang contaminé, de l'amiante, de la vache folle, des hormones de croissance, faut-il un nouveau scandale de santé publique touchant la vie de nos enfants pour réagir ? Nous ne pouvons plus nous contenter de propos rassurants, lénifiants et parcellaires. Nous voulons savoir si dans le Cotentin, comme dans les autres régions exposées à des risques analogues, la santé des enfants est susceptible d'être menacée²⁶. »

Si, comme plus de soixante-dix ans d'études empiriques sur la réception l'ont montré, les messages médiatiques n'ont pas d'effet massif, direct et unilatéral sur les récepteurs, on aurait donc tort de conclure que pour autant, ils n'ont aucun effet²⁷. Il est certes capital de garder à l'esprit que la visibilité médiatique dont ont bénéficié les enquêtes du professeur Viel n'a pas eu de conséquence *mécanique* sur la mobilisation des acteurs, qu'il s'agisse des membres de la communauté scientifique ou des personnes « ordinaires ». Car nombre de ces acteurs possédaient de bonnes raisons de demeurer dans certaines continuités d'usage et dans certaines continuités temporelles – l'habitude par exemple de fréquenter telle plage ou de consommer tel produit de la mer, ou de croire « sur parole » son médecin plutôt que les médias. Ces raisons-là ont pu leur servir à relativiser les allégations alarmantes du professeur. Pour d'autres, cependant, la médiatisation de l'enquête a pu donner certaines raisons de commencer à rompre avec ces continuités et à modifier, même marginalement, leurs relations à l'environnement familial. Pour d'autres encore, elle a fourni des raisons qui leur auront permis de renforcer une défiance déjà solidement ancrée vis-à-vis de l'industrie nucléaire locale – de renforcer chez eux, autrement dit, une continuité d'usage et temporelle. Notons que même dans le cas de ceux qui ont opposé à l'enquête de bonnes raisons de ne pas y croire, la visibilité médiatique dont elle a bénéficié, et les nombreux commentaires qu'elle n'a pas manqué de susciter au sein de la population locale, ont pu obliger à *explicit*er les raisons du refus de croire. De sorte qu'il apparaît que ces personnes réfractaires furent elles aussi entraînées

²⁶ « Manifeste pour une information objective et transparente » (Les Mères en Colère, 14 février 1997). On notera qu'à côté de la visibilité médiatique donnée à l'enquête de J.-F. Viel, celle conférée à de multiples autres affaires fournit explicitement ici aux acteurs une *série* de bonnes raisons de croire à un danger.

²⁷ Pour une synthèse éclairante sur le sujet, voir D. Dayan, « Les mystères de la réception », *Le Débat*, 71, 1992, pp. 146-162.

vers un état de mobilisation et de ce fait, amenées à sortir d'un rapport doxique vis-à-vis de certains éléments de leur expérience vécue.

De ce point de vue, on peut dire d'une grande part de la sociologie de la mobilisation classique qu'en ignorant tout à la fois le travail de mise en visibilité de certaines réalités mené par les acteurs inquiets ou protestataires et les multiples répercussions que ce travail tend à avoir dans la manière dont les tiers perçoivent leur environnement et s'y engagent, elle sous-estime les capacités d'autotransformation du monde social²⁸. Trop souvent, les chercheurs en sciences sociales postulent en effet chez ceux qu'ils étudient un sens de la réalité non problématique car fortement stabilisé, via notamment la socialisation primaire – ce qui leur permet ensuite de mieux rendre explicable et prévisible le comportement stratégique de ces individus confrontés à des « contextes » qui, eux, sont réputés pouvoir évoluer. Nous voyons ici tout au contraire que ce sens de la réalité n'a rien de définitif. Tout simplement, il n'est pas opposable à un contexte puisque celui-ci est impossible à définir en dehors, précisément, du sens de la réalité que manifestent les individus. L'expérience immédiate tend donc à évoluer, notamment à chaque fois que des dispositifs de visualisation scientifique et médiatique – sans doute aussi : religieuse et artistique – fournissent aux acteurs des raisons d'agir et de juger qu'ils ne possédaient pas²⁹.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Baisnée, O., 2001, « Publiciser le risque nucléaire. La polémique autour de la conduite de rejets en mer de l'usine de La Hague », *Politix*, 54, pp. 157-181.
- Bernstein, M., Jasper, J., 1998, « Les tireurs d'alarme dans les conflits sur les risques technologiques. Entre intérêts particuliers et crédibilité », *Politix*, 44, pp. 109-134.
- Bessy, C., Chateauraynaud, F., 1995, *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*, Paris, Métailié.
- Boltanski, L., 1982, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.
- Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.

²⁸ Parmi les exceptions notables, on peut citer le travail de Danny Trom concernant la manière dont la photographie, à la fin du XIX^e siècle, a modifié les capacités ordinaires à « voir un paysage » et rendu ainsi possible de se mobiliser collectivement contre sa détérioration. Cf. D. Trom, 1997, « Voir le paysage, enquêter sur le temps. Narration du temps historique, engagement dans l'action et rapport visuel au monde », *Politix*, 39, pp. 86-108.

²⁹ On peut tenter d'opposer, de ce point de vue, sociologies de l'habitus, insistant sur l'inertie relative des structures de comportement, et « sociologie du conatus » dont l'attention se porte sur les « inflexions et pertinences motivationnelles consécutives » qui inclinent les individus à la transformation de leurs attentes et de leurs élans (Mauvaise presse, op. cit., p. 14).

- Chabbal, J., 2005, « Le risque invisible. La non-émergence d'un problème public », *Politix*, 70, pp. 169-195.
- Chateauraynaud, F., Hérou, C., Lemieux, C., Tornay, D., 1997, *Alertes et prophéties. Les risques collectifs entre vigilance, controverse et critique*, Paris, GSPM.
- Chateauraynaud, F., Tornay, D., 1999, *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Claverie, E., 2003, *Les Guerres de la Vierge. Une anthropologie des apparitions*, Paris, Gallimard.
- Dayan, D., 1992, « Les mystères de la réception », *Le Débat*, 71, pp. 146-162.
- Garfinkel, H., 1984 [1967], *Studies in Ethnomethodology*, Cambridge, Polity Press.
- Garfinkel, H., Sacks, H., 1970, « On Formal Structures of Practical Action », in J. C. McKinney, E. A. Tiryakian, eds, *Theoretical Sociology*, New York, Appleton-Century-Crofts, pp. 337-366.
- Goodwin, C., 1994, « Professional vision », *American Anthropologist*, 96, pp. 606-633.
- Goody, J., 1979, *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit.
- Jasper, J., 1997, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Latour, B., 1989, *La Science en action*, Paris, La Découverte.
- Latour, B., 1991, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte.
- Latour, B., Hermant, E., 1998, *Paris, ville invisible*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte.
- Lemieux, C., 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié.
- Lemieux, C., Barthe, Y., 1998, « Les risques collectifs sous le regard des sciences du politique », *Politix*, 44, pp. 7-28.
- Lynch, M., 1985, « La rétine extériorisée. Sélection et mathématisation des documents visuels », *Culture technique*, 14, pp. 108-123.
- Mc Adam, D., 1982, *Political Process and The Development of Black Insurgency (1930-1970)*, Chicago, The Chicago University Press.
- Merleau-Ponty, M., 1991 [1942], *La Structure du comportement*, Paris, PUF
- Neveu, E., 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- Sherman, L., 1990, « The Mobilization of Scandal », in A. Heidenheimer, M. Johnston, V. LeVine, eds, *Political Corruption*, New Brunswick, Library of Congress, pp. 887-911.
- Sperber, D., Wilson, D., 1989, *La Pertinence*, Paris, Minuit.
- Thévenot, L., 1985, « Les investissements de forme », *Cahiers du CEE*, 29, pp. 21-71.
- Traïni, C., 2007, *Émotions, paradoxes pragmatiques et valeurs sociales. Les ressorts de l'engagement*, Rapport en vue de l'obtention de la HDR, Université Paris 1.
- Trom, D., 1997, « Voir le paysage, enquêter sur le temps. Narration du temps historique, engagement dans l'action et rapport visuel au monde », *Politix*, 39, pp. 86-108.